



12 avril 2011, Strasbourg, France

Note à l'intention des rédacteurs : Des informations supplémentaires sont disponibles sur le site internet : www.edqm.eu

SYMPOSIUM CONSACRE A LA LUTTE CONTRE LES MEDICAMENTS CONTREFAITS ET AUTRES MEDICAMENTS ILLEGAUX

Du 29 au 31 mars 2011, le premier symposium consacré à la lutte contre les médicaments contrefaits et autres médicaments illégaux, et spécifiquement destiné aux laboratoires officiels de contrôle des médicaments (OMCL) s'est tenu à Strasbourg, dans les locaux de la Direction européenne de la Qualité du Médicament & Soins de Santé (DEQM) du Conseil de l'Europe. Les 106 participants inscrits au total comprenaient des représentants des OMCL membres du Réseau européen général des OMCL (GEON) ainsi que des représentants des autorités nationales compétentes, de la Commission européenne et de l'industrie pharmaceutique.

Lors des deux premières journées, se sont tenues les séances à huis clos réservées aux membres du GEON et aux autorités nationales compétentes européennes, axées sur les aspects techniques du contrôle des médicaments falsifiés. Les différents ateliers, présentations et affiches scientifiques ont permis d'aborder et de discuter des thèmes suivants :

- le contrôle de l'authenticité des médicaments dans la chaîne d'approvisionnement légale ;
- les différentes stratégies de contrôle dans la détection des médicaments contrefaits et illégaux (y compris les ingrédients actifs), tant sur les marchés légaux qu'illégaux, avec une démonstration « en direct » des travaux des laboratoires mobiles ;
- des exemples de médicaments falsifiés dans le domaine biologique, un phénomène en augmentation ;
- les stratégies d'échantillonnage, la préparation appropriée des protocoles d'essai et des rapports analytiques en vue de poursuites.

À la fin de la deuxième journée, il a été décidé en session plénière de créer un groupe de réflexion des OMCL afin de poursuivre les travaux sur des stratégies concertées au sein du réseau en matière de lutte contre les médicaments falsifiés.

La dernière journée du symposium, consacrée à des aspects généraux et à la collaboration dans ce domaine, était ouverte à des invités de l'industrie.

Au cours de la séance du matin, des représentants d'autorités nationales compétentes européennes, de laboratoires judiciaires, de groupes chargés de l'application des lois, de la Commission européenne et de l'industrie pharmaceutique ont rendu compte des mesures juridiques prises au niveau européen en matière de lutte contre les médicaments falsifiés (par exemple, la convention MEDICRIME du Conseil de l'Europe, la législation de l'Union européenne sur les médicaments falsifiés) et ont fait état d'expériences pratiques dans le domaine.

Le symposium s'est terminé par une table ronde réunissant des représentants des différents groupes. Au cours de cette discussion, l'accent a été mis sur l'importance d'une collaboration entre tous les intervenants. En outre, un vide juridique a été identifié en ce qui concerne les compléments alimentaires falsifiés et autres « médicaments déguisés », et le rôle d'assistance des OMCL pour



contrer ce problème a été abordé. Après avoir résumé ces trois journées, la Directrice de la DEQM a insisté sur la nécessité de poursuivre et de renforcer davantage la communication entre les partenaires concernés.

Contact : Caroline Larsen Le Tarnec,
Division Relations Publiques, DEQM
Tél. : +33 (0) 3 88 41 28 15
E-mail : caroline.letarnec@edqm.eu

Note à l'intention des rédacteurs : La DEQM joue un rôle moteur en matière de protection de la santé publique, grâce aux normes qu'elle contribue à élaborer et mettre en œuvre et dont elle surveille l'application, afin d'assurer la qualité, la sécurité et le bon usage des médicaments. Les normes qu'elle élabore sont des références scientifiques reconnues dans le monde entier. La Pharmacopée européenne est juridiquement contraignante dans les États européens qui en sont membres. La DEQM développe également des lignes directrices et des normes dans les domaines de la transfusion sanguine, de la transplantation d'organes et de la protection de la santé des consommateurs.